

TRACES³⁸ DE MÉMOIRE


PB-PP | B 19464
BELGIE(N) - BELGIQUE

PÉDAGOGIE ET TRANSMISSION

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DE
L'ASBL MÉMOIRE D'AUSCHWITZ

OCTOBRE - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2020



QUELLE VIE APRÈS LA LIBÉRATION ?

ACTUALITÉ

**Entretien avec le petit-fils
d'un rescapé**

page 2

AUSCHWITZ

**Comment Auschwitz est
redevenu Oświęcim**

page 5

APPROFONDISSEMENT

Une Libération en demi-teinte

page 7

NO COMMENT

page 11

SAVIEZ-VOUS QUE ...

**... La persécution des Juifs en Pologne
ne s'est pas arrêtée en 1945**

page 12

INTERROGATION

Personne n'avait envie de nous entendre

page 16

+ fiche pédagogique page 19

RÉFLEXION

Les Allemands expulsés de Pologne

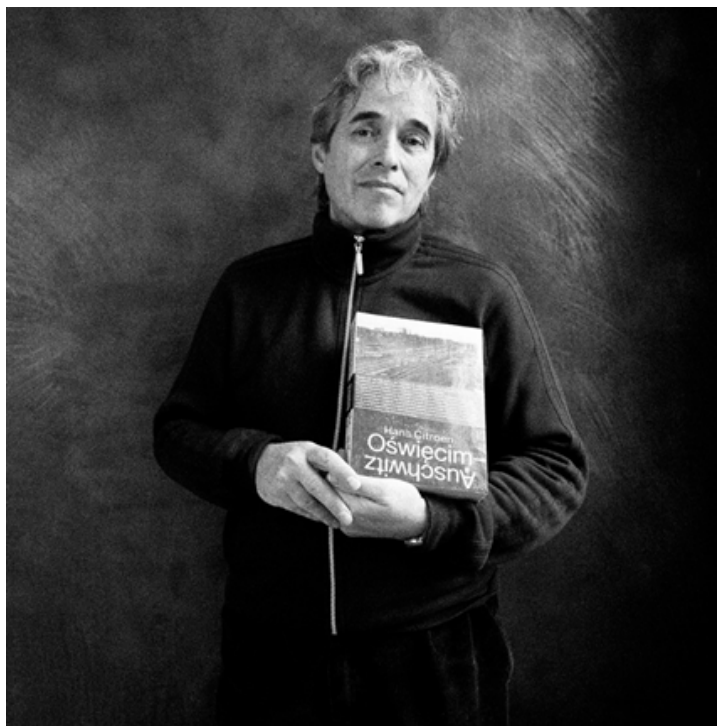
page 20

VARIA

page 26

APRÈS LECTURE,
MERCİ DE ME DÉPOSER
DANS LA SALLE DES PROFS.

ENTRETIEN AVEC LE PETIT-FILS D'UN RESCAPÉ



© TDR

Hans Citroen et son livre *Auschwitz – Oświęcim*, paru en 2010 ▲

Hans Citroen, né à La Haye en 1947, est un sculpteur, photographe et peintre néerlandais. Petit-fils d'un survivant d'Auschwitz, il a passé une partie de sa vie à étudier Auschwitz et ses environs.

D'où vous vient cet intérêt particulier pour Auschwitz ? Est-ce que cela remonte à votre enfance, ou plutôt à une prise de conscience à l'âge adulte ?

Un peu des deux. J'ai toujours su que mon grand-père, Hartog Citroen, avait été prisonnier à Auschwitz, mais à l'époque, je ne savais pas du tout ce que cela signifiait. J'ai rapidement constaté que le « mot en A » (Auschwitz) était une source de malaise dans notre famille. Il devait donc s'agir d'un sujet sensible. Je savais que mon grand-père avait survécu à Auschwitz. Je pensais que cela faisait de lui une sorte de héros, mais quand je m'en vantais auprès de mes copains, ça ne les emballait pas plus que cela, donc j'ai arrêté d'en discuter avec eux. Avec les années, j'ai réalisé

qu'Auschwitz était la raison pour laquelle je n'avais jamais connu une partie de ma famille.

Au début des années 1960, j'ai dessiné Auschwitz comme je l'imaginai, avec des baraques et des cheminées. Lorsque mon père et mon grand-père ont vu mon dessin, j'ai été « officiellement » convoqué par mon grand-père, qui m'a alors dit : « Écoute bien, parce que je ne le raconterai qu'une fois. » Et c'est ainsi que j'ai découvert son histoire. J'ai appris que mon grand-père avait dû travailler à la laverie d'Auschwitz, et qu'il avait survécu au camp, mais j'ai aussi réalisé pour la première fois qu'Auschwitz fonctionnait comme une véritable ville dans laquelle chacun avait une place bien précise.

Au début des années 1990, j'ai rencontré ma seconde épouse Barbara Starzyńska, une architecte paysagiste originaire d'Oświęcim. À partir de 1992, nous avons pris l'habitude d'« aller en vacances » à Auschwitz. Cela peut sembler étrange, mais, au

départ, nous voyions vraiment cela comme des moments en famille. Avec Barbara, j'ai commencé à vraiment m'intéresser au passé d'Auschwitz. Nous avons réalisé qu'Auschwitz, Birkenau et Monowitz avaient plusieurs facettes, puisqu'ils avaient été à la fois des camps de prisonniers, des camps de travail et des centres d'extermination (du moins pour Auschwitz et Birkenau), mais aussi qu'ils faisaient partie d'un ensemble plus large, qui est devenu notre « domaine d'intérêt ». Le fait que Barbara parle polonais et soit originaire d'Oświęcim nous a ouvert pas mal de portes. Grâce à cela, nous avons pu nous adresser aux habitants et aux services communaux et obtenir toutes sortes de plans et de photos de la région. Entre 1995 et 2005, nous avons rassemblé toute une collection de cartes et d'illustrations qui nous ont permis de reconstituer une grosse partie du puzzle. Nous avons finalement publié les résultats de cette recherche en 2010, dans un livre intitulé



Auschwitz–Oświęcim. J'en profite pour souligner deux choses. La première est que de nombreuses cartes ont été « récupérées » : les cartes polonaises ont été germanisées en 1939, puis re-polonisées en 1945, tout simplement en ajoutant ou en traduisant des légendes. La seconde est qu'Oświęcim a changé du tout au tout entre 1940 et 1945, avec la création d'un grand complexe industriel.

D'après vous, à quel moment Auschwitz est-elle redevenue Oświęcim ?

L'Oświęcim d'avant 1939 n'est jamais revenue. Avant la Seconde Guerre mondiale, plus de trois quarts de la population d'Oświęcim était juive. En mars 1941, ces personnes ont été expulsées de leur ville pour laisser la place au personnel d'IG Farben (une grosse entreprise chimique allemande). Après la guerre et la

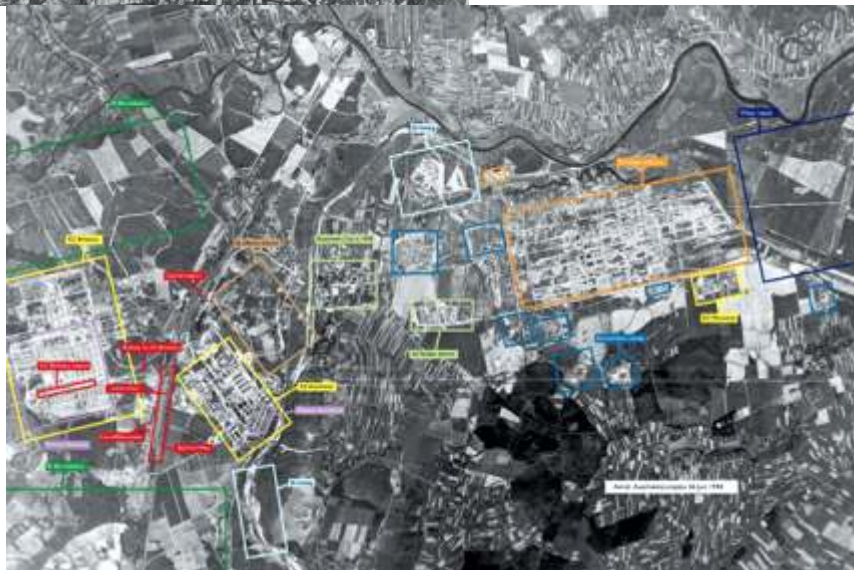
fuite des Allemands, il restait environ 2 000 Polonais à Oświęcim, tandis que le nombre de bâtiments avait plus que doublé en cinq ans. Après la guerre, et malgré l'instabilité politique en Pologne, Oświęcim a tout fait pour relancer l'industrie – notamment avec l'aide forcée d'ingénieurs allemands arrêtés à Dresde. Les usines construites par IG Farben ont rouvert vers 1947-1948 pour accueillir, cette fois, des travail-

© Collection Hans Citroen



Photo aérienne de 1944. Hans Citroen a mis en évidence les nouveaux bâtiments industriels et les camps de concentration ▼

▲ Photo aérienne d'Auschwitz en 1940. La région est principalement agricole



© Collection Hans Citroen

Barbara Starzyńska (bonnet blanc) en 1958.
Une scène typique de l'Oświęcim d'après-guerre : de nouveaux
habitants polonais devant leur maison de fabrication allemande



© Collection Hans Citroen



© Hans Citroen



Hans Citroen, *Auschwitz en andere verhalen*,
ALM Publishing, p. 160, ISBN/EAN: 978-90-831079-0-5

Hartog Citroen,
 survivant d'Auschwitz, et son épouse

leurs et des ingénieurs polonais venus des quatre coins du pays. Au début des années 1950, Oświęcim comptait entre 30 000 et 35 000 habitants originaires d'ailleurs. La famille de Barbara venait par exemple en partie de Wrocław, et en partie de l'est de la Pologne. Au final, Oświęcim n'a jamais retrouvé son visage d'avant-guerre. Les autorités ont raconté à tous ces nouveaux travailleurs que les usines avaient été construites après 1945 par des Polonais, alors qu'elles avaient en fait été érigées par les nazis ! L'histoire a également été tronquée au Musée national d'Auschwitz-Birkenau, qui a ignoré la composante juive pendant une bonne dizaine d'années, commémorant uniquement le martyre de la nation polonaise. Il a fallu attendre la

fin des années 1970 pour que les choses commencent à changer.

Avez-vous pu célébrer les 75 ans de la Libération aux Pays-Bas, et intégrer ce thème dans votre travail actuel ?

Une exposition était prévue, mais elle a été annulée à cause de la crise sanitaire. La plupart des cérémonies et des activités planifiées sont tombées à l'eau. En Belgique, par contre, l'exposition *Auschwitz.camp* organisée à la Kazerne Dossin a rencontré un franc succès. Maintenant que l'exposition est terminée, il ne reste plus qu'à espérer qu'elle soit préservée et qu'elle puisse être prêtée et redéployée ailleurs.

Avez-vous encore des projets en lien avec Auschwitz ?

Tout à fait. Je termine d'ailleurs un livre qui paraîtra à l'automne 2020 et s'intitulera *Auschwitz (en andere verhalen)* [traduction libre : Auschwitz (et autres histoires)]. Dans ce livre, je reviens plus en détail sur la manière dont différents voyages et événements personnels m'ont, chacun à sa façon, poussé vers Auschwitz. J'y explique également que pour mon grand-père, Auschwitz était une (horrible) réalité, et pas seulement une « histoire », tandis que pour moi – qui suis né après la guerre –, ces événements relèvent bel et bien de l'Histoire. ■

**Interview réalisée le
2 octobre 2020
Frédéric Crahay
Directeur
ASBL Mémoire d'Auschwitz**

Comment **Auschwitz** est redevenu **Oświęcim**

Les Soviétiques ont libéré Auschwitz le 27 janvier 1945, mettant définitivement un terme au rêve de colonie de « pure race germanique » que nourrissaient les nazis. L'Armée rouge y a découvert quelque 7 000 survivants. Les Soviétiques ont immédiatement décidé d'utiliser une partie des installations des anciens camps de concentration allemands d'Auschwitz et de Birkenau pour interner prisonniers allemands, citoyens silésiens (femmes et enfants compris), opposants polonais et anticommunistes. Dans la rubrique « Actualité » de ce numéro, nous avons vu que la physionomie de la région Auschwitz – Birkenau – Monowitz (Oświęcim – Brzezinka – Monowice) avait énormément changé pendant l'occupation allemande. Des 13 000 habitants d'origine – dont 7 500 Juifs –, il ne restait pas grand monde. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les Juifs d'Oświęcim étaient principalement éliminés dans le centre d'extermination de Bełżec. La population polonaise a par ailleurs été déportée de force. Après la guerre, le gouvernement communiste a fait main basse sur l'usine chimique de Monowitz-Buna (ou Buna-Werke), dans laquelle les prisonniers du camp étaient utilisés comme travailleurs forcés. L'Armée rouge a démantelé une partie de l'usine, et envoyé les équipements techniques qui l'intéressaient en URSS. Le nouveau régime a tout de suite vu le potentiel économique des usines d'IG Farben abandonnées par les nazis. Le problème est qu'en cette période d'après-guerre, il n'y avait pas assez de main-d'œuvre pour relancer l'industrie de l'essence et du caoutchouc. Les Soviétiques ont donc réimporté des Polonais originaires d'Oświęcim et de ses environs qui avaient été auparavant chassés vers d'autres régions.

Quoi qu'il en soit, l'ombre d'Auschwitz n'a jamais cessé de planer sur Oświęcim, où passé et présent se mêlent dans une étrange osmose. En 1947, le nouveau régime communiste polonais a érigé le Musée national d'Auschwitz-Birkenau, dont la mission s'est, pendant près de quarante ans, limitée à mettre en lumière le martyr polonais. Comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, les Juifs et leur histoire ont longuement été exclus de la mémoire polonaise. Les habitants d'Oświęcim ont

essayé de se construire une nouvelle vie à partir des années 1947-1948, lorsque les anciennes usines d'IG Farben ont commencé à créer de l'emploi. Pour la population, « Auschwitz » faisait référence au musée, et « Oświęcim » à la ville en elle-même. Il y avait donc une sorte de frontière invisible entre les morts et les vivants. Dans les premières années d'après-guerre, les vivants ont essayé de se reconstruire, parfois au détriment des morts. Deux exemples particulièrement frappants illustrent ce phénomène.

À Birkenau, l'ancien camp de concentration et centre d'extermination n'a pas immédiatement été placé sous la protection des autorités. Les anciens détenus ont donc dû prendre les choses en main, et protéger eux-mêmes le site des pilliers. Les Polonais qui avaient été déportés en 1940 sont en effet peu à peu revenus. Certains ont pu réintégrer leur ancien domicile, mais d'autres ont été obligés de se construire une nouvelle maison... et ont décidé de se procurer les matériaux nécessaires à Birkenau. Les baraques

Propagande polonaise : « Les travailleurs polonais construisent les usines de demain. » On a systématiquement fait croire aux habitants d'Oświęcim que les anciennes usines d'IG Farben avaient été construites par le peuple polonais



© Collection Hans Citroen

La voie ferrée qui menait à Birkenau sert aujourd'hui de chemin d'accès. Le passé a laissé des traces, même si l'humanité est à nouveau sur la bonne voie



© Collection Hans Citroen

Une scène du quotidien dans l'Oświęcim d'aujourd'hui. Il s'agit toutefois de l'ancien quartier ouvrier, et les maisons sont de fabrication allemande



© Collection Hans Citroen

ont donc été dépouillées de leur bois, et les crématoriums de leurs briques. La création du Musée national a heureusement fait cesser ces pratiques avant que le site ne soit totalement démonté, et les visiteurs de l'ancien camp peuvent toujours y voir quelques baraques en bois (reconstituées).

Le deuxième exemple est encore plus perturbant, car il s'agit d'un phénomène qui s'est répandu aux quatre coins de la Pologne : les chercheurs d'or. Dans la littérature spécialisée, les Polonais qui profitaient du week-end pour chercher de l'or (sous forme de bijoux ou de dents) là où les Juifs avaient été exterminés sont appelés « hyènes ». Dans la région d'Auschwitz-Birkenau, les hyènes ont continué leur sombre besogne jusque dans les années 2000. Bien qu'il reste un sujet sensible pour la Pologne, ce phénomène fait indéniablement partie de l'histoire d'Oświęcim.

L'Oświęcim de 1945 n'était donc plus la même que celle de 1939, et ne l'est d'ailleurs jamais redevenue, que ce soit en termes de physionomie ou de mentalités. À la chute du communisme, en 1989, les Polonais ont enfin pu avouer que les usines dans lesquelles ils travaillaient depuis des générations dataient en réalité de la guerre. Quelques traces de la présence des 7 500 Juifs ont également survécu, par exemple l'ancienne synagogue et le cimetière juif. La Shoah a en outre fini par prendre la place qui lui revenait au sein du Musée national. ■

Frédéric Crahay
Directeur
ASBL Mémoire d'Auschwitz

UNE LIBÉRATION EN DEMI-TEINTE

Comment le **Rideau de fer** a divisé l'Europe, mais également l'histoire et la mémoire







Le Rideau de fer est une frontière au départ immatérielle, qui a séparé l'Europe en deux de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin de la guerre froide (1989-1991). Au départ, le Rideau de fer symbolisait les efforts déployés par les communistes pour couper tout contact entre, d'une part, l'Union soviétique (URSS) et ses pays satellites et, d'autre part, les puissances occidentales et leurs alliés. À l'est du Rideau de fer se trouvaient tous les pays rattachés ou liés à l'Union soviétique, et à l'ouest se trouvaient les membres de l'OTAN et les États théoriquement neutres. Des alliances économiques et militaires internationales se sont logiquement développées des deux côtés du Rideau de fer : l'OTAN à l'ouest, et le pacte de Varsovie à l'est. Par la suite, le Rideau de fer s'est transformé en une barrière physique de 7 000 kilomètres de long, composée de clôtures, de murs, de champs de mines et de tours de garde séparant l'« Ouest » et l'« Est ». Le mur de Berlin, érigé en 1961, fut l'une des composantes de cette barrière physique. Notons que Winston Churchill a popularisé l'expression « Rideau de fer » lors de son discours du 5 mars 1946 à Fulton (États-Unis), mais qu'il ne fut pas le premier à l'utiliser comme un symbole ou une métaphore de la guerre froide.

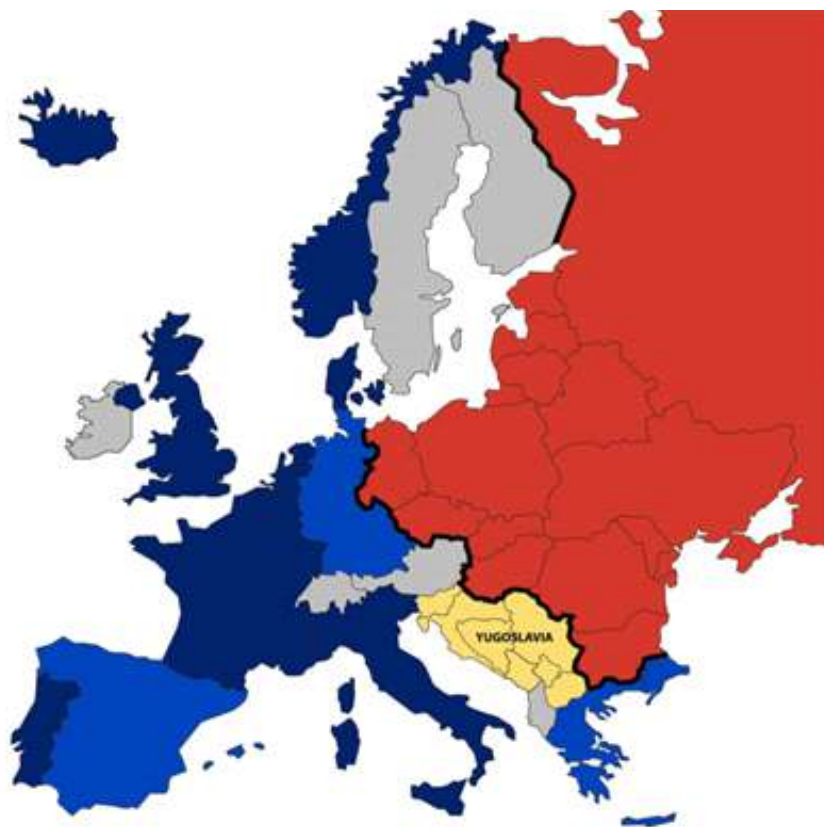
Après les grandes migrations survenues dans les premières années de l'après-guerre, il est devenu très difficile de circuler entre l'Est et l'Ouest. Les historiens occidentaux ne pouvaient donc plus consulter certaines archives cruciales conservées en Europe de l'Est. Ce manque d'accès a eu des retombées considérables sur l'image que l'Ouest s'est faite de la Shoah et, de manière plus générale, des crimes commis par les nazis et l'URSS. L'historien américain Timothy Snyder a appelé « terres de

sang » la zone géographique qui s'étend entre Berlin et Moscou, parce qu'elle fut le théâtre d'une incroyable violence, avec un nombre inouï de crimes contre l'humanité commis entre 1933 et 1945. Or, jusque dans les années 1990, les Occidentaux n'ont presque pas eu accès à ces terres, qui ne sont autres que les pays baltes, la Pologne, la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie et la partie ouest de la Russie. Pour bien comprendre l'impact de ce problème, il faut revenir légèrement

en arrière. Au milieu du 20^e siècle, les régimes nazi et soviétique ont tué environ 14 millions de personnes au cœur même de l'Europe. Toutes ces victimes ont perdu la vie dans une zone qui s'étend du centre de la Pologne jusqu'à la Russie de l'Ouest, la Biélorussie, l'Ukraine et les pays baltes – ce que Timothy Snyder appelle les terres de sang. Que ce soit pendant la consolidation du national-socialisme et du stalinisme, l'occupation conjointe de la Pologne par l'Allemagne et

THE IRON CURTAIN DURING THE COLD WAR

-  THE IRON CURTAIN
-  FOUNDING NATO MEMBERS
-  LATER ADDED NATO MEMBERS
-  WARSAW PACT
-  SOCIALIST NON-ALIGNED
-  MILITARILY NEUTRAL



© TDR

▲ Le Rideau de fer : une barrière physique de 1949 à 1989

l'URSS entre 1939 et 1941, ou la guerre qui a opposé ces anciens alliés entre 1941 et 1945, les citoyens ont subi une forme de violence de masse sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les victimes étaient principalement des Juifs, des Biélorusses, des Ukrainiens, des Polonais, des Soviétiques, et les peuples des pays baltes¹.

Ces 14 millions de victimes ont été éliminées lorsque Staline et Hitler étaient au pouvoir – soit en 12 ans à peine (de 1933 à 1945). Pourtant, ces personnes n'ont pas été tuées par la guerre qui a transformé leur pays en champ de

bataille, mais bien par une politique meurtrière. La Seconde Guerre mondiale fut le conflit le plus sanglant de l'histoire, et près de la moitié des soldats envoyés au front à travers le monde sont morts dans cette zone située entre l'Allemagne et la Russie. Mais aucune des 14 millions de victimes évoquées par Snyder n'était un soldat en service. La plupart d'entre elles étaient des femmes, des enfants et des personnes âgées ; sans arme, et beaucoup ont été dépouillées de leurs biens avant d'être exécutées.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les troupes américaines

et britanniques ont libéré des camps de concentration allemands tels que Bergen-Belsen et Dachau, mais les Alliés de l'Ouest ne sont entrés dans aucun des grands centres d'extermination, puisque les régions dans lesquelles les nazis avaient lancé leurs grands projets d'extermination sont tombées aux mains des Soviétiques. C'est donc l'Armée rouge qui a libéré Auschwitz, Treblinka, Sobibór, Bełżec, Chełmno et Majdanek. Les forces britanniques et américaines ne sont pour leur part jamais allées jusqu'aux « terres de sang », et n'ont vu aucun des grands



Vers la fin des années 1980, le chercheur Jean-Claude Pressac a pu accéder au fonds d'archives de Moscou, qui renferme des documents concernant Auschwitz : une avancée majeure dans l'étude de la Shoah à Auschwitz et Birkenau

centres d'extermination. N'étant pas arrivés jusqu'aux lieux où les Soviétiques tuaient leurs victimes, les Américains et les Britanniques n'ont découvert les dérives du stalinisme qu'à la fin de la guerre froide, lorsque des archives jusque-là bien gardées ont été accessibles aux chercheurs. Mais puisque ces troupes n'ont pas non plus atteint les centres dans lesquels les Allemands exterminaient leurs propres victimes, certains actes perpétrés par les nazis sont également restés dans l'ombre – ce qui explique pourquoi il a fallu si longtemps pour comprendre l'ampleur des crimes d'Hitler. La plupart des Occidentaux ont découvert l'horreur des camps de concentration allemands à travers des photos et des vidéos, mais pour ce qui est des atrocités commises en dehors de ceux-ci, ils n'avaient que leur imagination. Or, ces images, aussi horribles qu'elles fussent, étaient encore

loin de la terrible réalité des terres de sang. Par conséquent, des noms tels que Treblinka, Sobibór, Bełżec, Chełmno et Majdanek étaient peu évocateurs en Occident. Seuls quelques historiens savaient ce qu'ils signifiaient... sans pour autant savoir à quoi ressemblaient réellement les centres d'extermination.

Pour Auschwitz, les choses furent différentes, parce que bon nombre de prisonniers ont survécu et ont pu raconter leur histoire. Et puisque les victimes juives d'Auschwitz venaient des quatre coins de l'Europe, ce camp a attiré énormément l'attention dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cet intérêt pour Auschwitz s'est notamment traduit par la création, en 1952, d'un Comité international d'Auschwitz rassemblant à la fois des États de l'ouest capitaliste et des pays du bloc communiste de l'Est. Prenons à présent un exemple

caractéristique : le massacre de Katyn. C'est dans cette région, proche de la frontière russe, qu'au printemps 1940, près de 22 000 Polonais ont été exécutés de sang-froid par le NKVD, la police politique de l'URSS. Ces victimes incarnaient l'élite intellectuelle polonaise, que les Soviétiques préféraient faire disparaître de cette partie fraîchement annexée de la Pologne. Les nazis ont découvert leurs corps dans des fosses communes en 1943, lors de leur offensive contre l'URSS. Ils ont alors révélé leur découverte au monde entier, mais les Soviétiques ont contesté ces accusations. Après la Seconde Guerre mondiale, les Russes victorieux ont ensuite imposé leur vérité aux Polonais. Pendant la guerre froide, la version officielle en URSS et en Pologne était que les nazis avaient assassiné ces 22 000 Polonais en juin 1941. À l'époque, toute recherche archéologique ou historique était



© TDR

▲ Les « terres de sang » telles que décrites par Timothy Snyder

impossible, et quiconque osait avancer une autre version des faits s'exposait à de sévères sanctions. Il a fallu attendre 1990 pour que le gouvernement de l'Union soviétique (fortement affaibli) reconnaisse l'implication du NKVD dans le massacre de Katyn. L'histoire a alors pu reprendre ses droits.

Pour ce qui est de la Shoah, les érudits occidentaux ont dû se contenter de fragments d'histoire pendant quarante ans. Ils disposaient vraisemblablement du

témoignage de divers survivants, mais pas des précieuses archives allemandes restées aux mains des vainqueurs de l'Est. Depuis la chute de l'Union soviétique et la dissolution du Pacte de Varsovie, en 1991, de nombreux documents ont fait l'objet d'une analyse approfondie, et des fouilles archéologiques ont même été organisées sur différents sites. Le Rideau de fer nous a certes fait perdre quarante ans, mais, grâce à ces découvertes, nous pouvons à présent poursuivre l'œuvre des

témoins directs qui commencent malheureusement à nous quitter, et veiller à faire toute la lumière sur les circonstances dans lesquelles 14 millions de victimes des régimes dictatoriaux ont perdu la vie entre 1933 et 1945. ■

Frédéric Crahay
Directeur
ASBL Mémoire d'Auschwitz

(1) Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012, 705 p.

Dans cette rubrique : des images, des textes, des liens Internet sans commentaire. Envoyer vos commentaires critiques à l'adresse mail georges.boschloos@auschwitz.be
Une sélection des contributions sera publiée sur notre site www.auschwitz.be

NO COMMENT



... LA PERSÉCUTION DES JUIFS EN POLOGNE NE S'EST PAS ARRÊTÉE EN 1945

Nul pays n'échappe aux fantômes de son passé. Ceci est d'autant plus vrai quand ce passé est relativement proche et que le pays a été le théâtre d'un génocide. Les événements décrits ci-dessous sont l'expression du raidissement identitaire que connaît la Pologne depuis quelques années. Notamment parce que l'histoire dont il est question ne se limite pas aux événements de 1939-1945. La persécution des Juifs ne s'y est pas arrêtée en 1945.

À partir de janvier 1945, la plupart des survivants juifs polonais rentrent chez eux à Cracovie, Varsovie, Lublin, Łódź, Kielce ou dans d'autres villes et villages dépeuplés de leurs habitants juifs. La Pologne connaît une situation économique difficile, la pénurie alimentaire et de logements se fait durement ressentir. Les rescapés sont loin d'être reçus à bras ouverts par la population locale, et subissent très tôt l'hostilité des habitants conditionnés par des années de propagande nazie, et influencés par l'idéal de polonisation de la race.

Pour les dissuader de rester, des groupes nationalistes leur envoient des lettres de menace leur enjoignant de quitter le pays sous peine de mort. La population juive est menacée dans toute la Pologne.

Pogrom de Kielce

Par son ampleur et sa médiatisation, le pogrom le plus important d'après-guerre en Pologne est

celui de Kielce, à 176 kilomètres de Varsovie. Quarante-deux morts et au moins quatre-vingt-deux blessés.

Le 1^{er} juillet 1946, un fils de cordonnier âgé de 9 ans, Henryk Blaszczyk disparaît du domicile familial et réapparaît le 3 dans la soirée. Il explique son absence par le fait qu'il a été retenu prisonnier dans la cave d'une maison dont il a finalement réussi à s'échapper. Le matin du 4 juillet, Henryk, son père et un voisin se rendent au commissariat. Le cordonnier relate à des badauds croisés en chemin qu'il y est déjà allé la veille au soir pour expliquer que son fils était enfin rentré à la maison. Éconduit sous le prétexte qu'il était ivre, on lui a demandé de revenir le lendemain matin quand il serait sobre. Sur le chemin du commissariat, ils passent par la rue Planty. Le numéro 7 abrite un grand immeuble qui héberge diverses institutions et des familles juives. Le voisin du cordonnier désigne au jeune Henryk un homme

sur le trottoir, l'enfant le reconnaît aussitôt, c'est lui qui lui a demandé de porter un paquet dans cet immeuble, et il montre du doigt le numéro 7 de la rue Planty. C'est là que mon fils a été séquestré, hurle le cordonnier.

Entretiens, quelques dizaines de personnes se sont rassemblées, un attroupement se forme. La populace vocifère. La rumeur se répand comme une traînée de poudre : des enfants polonais sont retenus dans la cave du 7 rue Planty ! Les civils hommes et femmes s'arment d'armes diverses : couteaux, barres de fer, haches... La foule est hystérique, assoiffée de sang. La police et l'armée arrivées sur les lieux restent passives, certains participent même à l'émeute.

La foule sentant que l'armée est de son côté s'échauffe de plus belle et s'introduit dans la maison. Le carnage commence. Lors de leur pause déjeuner, plus de 600 ouvriers d'une aciérie proche



© Holocaust Memorial Museum

se ruent sur les lieux. Des hommes, des femmes, des enfants sont battus, défenestrés... Une véritable chasse à l'homme est lancée, des groupes circulent un peu partout dans les rues de Kielce aux cris de « mort aux Juifs ! » Les maisons susceptibles d'en cacher sont fouillées, pillées. Les tueries se poursuivent des heures durant. Des soldats de Varsovie sont envoyés en renforts. La situation se calme peu à peu. L'hôpital municipal n'est pas très loin de la rue Planty, mais il n'est

pas assez grand pour accueillir autant de blessés.

« Selon une estimation approximative de Witold Kula, qui allait bientôt devenir un historien de l'économie mondialement célèbre, jusqu'à un quart de la population adulte de Kielce participa activement au pogrom. »¹ Le clergé de Kielce refuse d'assister aux funérailles des victimes. L'évêque Mgr Kaczmarek et le cardinal Hlond n'ont pas un mot pour condamner le pogrom. Ils

considèrent que le comportement de la population polonaise est une conséquence de l'ingérence des Juifs dans la vie polonaise... La population locale et la police militaire furent contraintes par le gouvernement à y assister. Le gouvernement polonais dépêche une commission d'enquête qui recueille divers témoignages. Elle aboutit à la condamnation à mort de neuf personnes et à des peines d'emprisonnement pour quelques dizaines d'autres.



© TDR

En 1955, un tribunal spécial condamne Jan Rozinski, secrétaire général de la police polonaise à l'époque des faits, à 5 ans de prison pour avoir abusé de son autorité en évitant notamment de traduire en justice plusieurs responsables des faits.

Le pogrom a commencé à la suite des accusations d'un enfant de 9 ans, l'enquête prouva qu'il s'agissait d'une vaste fumisterie. Le jeune garçon a menti, il s'était en fait rendu chez des amis à 25 kilomètres de Kielce. Aucun enfant chrétien n'a été enfermé dans la cave, au demeurant il n'y avait même pas de cave dans l'immeuble...

Tarnów, Rzeszów, Częstochowa, Parczew, Czorsztyn, Radom, Ostrowiec Świętokrzyski, Łódź, Włodawa, Rzeszów, Chełm...

Les émeutes antijuives se succèdent dans les villes et villages.

« Les données du ministère de l'Administration publique font état, entre septembre 1944 et septembre 1946, de 130 incidents répertoriés dans 102 localités, pour un total de 327 victimes. »²

Mais toutes les victimes n'ont certainement pas été recensées.

Ceux qui ont réussi à échapper à l'entreprise d'extermination menée par les nazis sont à nouveau victimes de violences antisémites

et contraints de quitter le pays.

Cette vague de croyances obscurantistes, de superstitions, d'allégations selon lesquelles les Juifs convoieraient les enfants chrétiens pour procéder à des meurtres rituels a rendu une partie de la population polonaise susceptible de dénoncer, persécuter et même d'assassiner leurs concitoyens sur foi de superstitions d'un autre âge.

Le régime communiste a imposé un silence absolu sur les pogroms et l'Église catholique a évité autant que possible le sujet.

Pour avoir sauvé des Juifs, des Polonais ont été reconnus « Justes



L'immeuble de la rue Planty abrite une exposition permanente sur les événements du 4 juillet 1946 ▲



Plaque commémorative apposée au 7, rue Planty : « En mémoire des 42 Juifs assassinés le 4 juillet 1946 durant les émeutes antisémites » ►

◀ Commémoration au mémorial de Kielce en juillet 2018

parmi les nations », et on ne peut bien sûr pas tenir pour responsable la génération actuelle des crimes commis par leurs parents et grands-parents. Même si l'État polonais n'a pas coopéré à la Shoah, certains de ses citoyens se sont livrés à des actes de dénonciation ou à des pogroms. Les nationalistes polonais sont particulièrement remontés depuis l'adoption en 2018 d'une loi américaine qui impose au département d'État d'exposer au Congrès les mesures prises par les pays européens pour indemniser les survivants de la Shoah ou leurs héritiers concernant les biens saisis sous le régime nazi, allemand et commu-

niste. La Pologne est le seul pays de l'Union européenne qui n'a pas adopté de législation nationale complète à ce sujet. Par ailleurs, la loi controversée sur la Shoah sur laquelle le parlement polonais a fait marche arrière en juin 2018, semble caractéristique d'une même réalité, celle d'un pays qui a encore fort à faire pour se réconcilier avec son histoire. ■

Nathalie Peeters
ASBL Mémoire d'Auschwitz

Texte intégral :

https://auschwitz.be/images/_expertises/2019-peeters-pogrom.pdf

(1) Jan T. Gross, *La peur. L'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, Paris, Calmann-Lévy, 2010, p.135.

(2) AAN, MAP, 786, p. 90, cité par Audrey Kichelewski, *Les survivants : Les Juifs de Pologne depuis la Shoah*, Paris, Belin, 2018, p. 29-30.

Témoigner après la Libération

PERSONNE N'AVAIT ENVIE DE NOUS ENTENDRE

Simone Veil

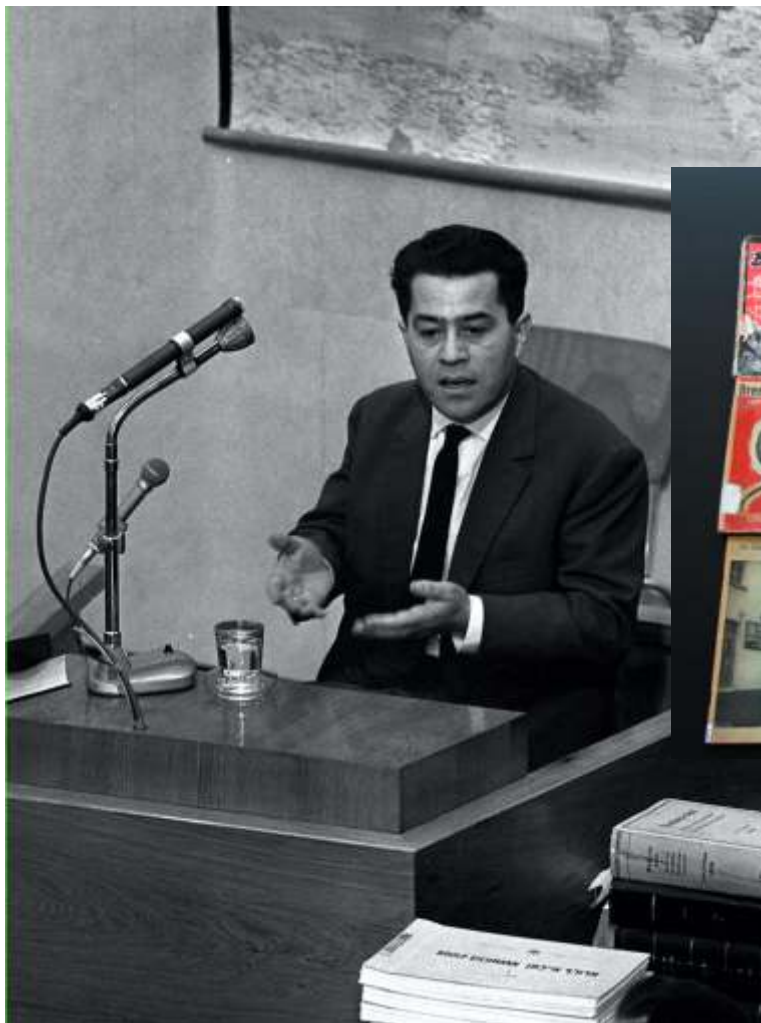


Document de 1942 dans lequel Simone Veil est identifiée comme « Israélite » par la police niçoise

Dès la libération des camps, de nombreux survivants témoignent. Ils sont interrogés par des soldats alliés, des agents de services de renseignements de différents pays, des représentants d'institutions judiciaires ou par des émissaires d'organisations juives. Par après, les rescapés des camps seront sollicités pour témoigner lors de procès de gardes SS ou de commandants de camp. Mais ces témoignages oraux sont récoltés dans un cadre bien précis et les survivants ne parlent pas ou peu dans d'autres circonstances. En revanche, ils s'adressent au public par le biais de témoignages

écrits. Dans l'immédiat après-guerre, la production littéraire concentrationnaire est abondante. Les survivants sont poussés par la nécessité absolue de raconter au monde ce qu'ils ont vécu et se sentent investis de l'obligation d'honorer les disparus. Cependant, la majorité des témoignages ne concerne pas Auschwitz et le génocide, mais surtout des camps de concentration en Allemagne. De ce fait, Dachau ou Buchenwald deviennent les symboles de la déportation tandis que la singularité des centres de mise à mort est occultée.

La découverte des camps nazis provoque un choc immense dans l'opinion publique, mais son impact est de courte durée. Dès 1946-1947, leur évocation cesse et les publications sur le sujet diminuent, ne serait-ce que parce que la première vague de témoignages n'a pas trouvé son lectorat. L'opinion publique veut tourner la page de la guerre et de ses atrocités et se tourner vers la reconstruction. De leurs côtés, les déportés sont traumatisés par ce qu'ils ont subi dans les camps et hantés par le souvenir de leurs camarades qui n'ont pas survécu. De plus, ils ont le sentiment qu'il est



Récits de rescapés des camps publiés dans l'immédiat après-guerre ▲

◀ Le Dr Moshe Beisky, survivant du ghetto de Cracovie et du camp de travail forcé de Płaszów, témoignant au procès d'Adolf Eichmann. Jérusalem, 1^{er} mai 1961

© Israel Government Press Office

© Fondation Auschwitz

impossible de transmettre ce qu'ils ont vécu et que de toute façon, on ne les croirait pas. Aussi, dès le début des années 1950, la parole des rescapés des camps s'estompe. Pour Simone Veil, « on entend souvent dire que les déportés ont voulu oublier et ont préféré se taire. C'est vrai sans doute pour quelques-uns, mais inexact pour la plupart d'entre eux. Si je prends mon cas, j'ai toujours été disposée à en parler, à témoigner. Mais personne n'avait envie de nous entendre... »¹ Dès lors, dans le contexte du retour à la normale qui caractérise les années d'après-guerre, les déportés re-

foulent leurs angoisses et leurs souvenirs. Ce constat est encore plus vrai pour les rescapés juifs : au sortir de la guerre, la grande majorité d'entre eux sont pour la plupart démunis, isolés, sans travail et leur état physique et psychique est catastrophique. Leur priorité est de se reconstruire et de reprendre pied dans un monde auquel ils ont été brutalement arrachés. Ce n'est qu'une décennie plus tard, à la faveur du procès du criminel de guerre nazi Adolf Eichmann² qu'émerge un véritable intérêt public pour la Shoah. Lors de ce procès qui se déroule à Jérusalem en 1961, les témoignages des

rescapés jouent un rôle prépondérant et le témoin apparaît comme le détenteur de la vérité historique. Alors que le procès de Nuremberg, en 1945, s'était appuyé sur les documents et les preuves, celui d'Eichmann met en avant la parole des survivants. Le procès qui est diffusé internationalement a un impact énorme sur la dynamique testimoniale, de nombreux survivants de la Shoah se sentent alors capables de raconter leur histoire. Par la suite, à la fin des années 1970, la série télévisée américaine « Holocauste » pousse un cran plus loin la libération de la parole des témoins. Sa

Simone Veil, née Jacob le 13 juillet 1927, grandit à Nice dans une famille juive laïque et assimilée. À l'âge de 16 ans, elle est déportée à Auschwitz, Bobrek puis Bergen-Belsen. Elle survit aux camps, de même que ses deux sœurs, mais ses parents et son frère ne reviendront jamais.

Ministre à plusieurs reprises, première présidente du Parlement européen, elle profite de sa notoriété pour encourager la prise de conscience de la Shoah par les nouvelles générations. Retirée de la vie politique, elle se concentre sur la mémoire de la déportation et préside de 2000 à 2007, la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* (Paris).



Simone Veil à Birkenau en 2005

© TDR



© TDR

L'historien **Maxime Steinberg**, dont les parents ont été déportés à Auschwitz, a siégé comme expert, en 1980-1981 à Kiel, au procès de l'ancien officier SS des affaires juives à Bruxelles, Kurt Asche

diffusion suscite une grande émotion aux États-Unis et en Europe et fait émerger l'idée qu'il faut recueillir les témoignages des survivants. On entre alors dans ce qu'Annette Wieviorka appelle l'ère du témoin. À la même période en Belgique aussi, l'intérêt pour les victimes juives du nazisme connaît un essor considérable. Il s'explique en partie par les actions menées en 1980 contre les responsables allemands de la déportation en Belgique³ dans le cadre du procès de Kiel. Maxime Steinberg, ancien enfant caché et précurseur de l'étude de la Shoah en Belgique, y siège

comme expert de la partie civile. Ce procès bénéficie d'une large attention médiatique en Belgique, tant au sein de la communauté juive qu'en dehors... Un public croissant prend conscience de l'ampleur de l'extermination des Juifs de Belgique. Parallèlement, la communauté juive commence à réinterroger son propre passé. De nombreux témoins sont alors prêts à transmettre leur expérience de l'Occupation aux jeunes générations. ■

Sarah Timperman
ASBL Mémoire d'Auschwitz

(1) Simone Veil citée par Annette Wieviorka, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, coll. Pluriel histoire, 2003, p. 170.

(2) Haut fonctionnaire du Troisième Reich, officier SS et responsable de la logistique de la « Solution finale ». Exécuté dans la prison de Ramla, près de Tel-Aviv, le 31 mai 1962.

(3) Actions menées contre le chef de la Sipo-SD à Bruxelles, Ernst Ehlers et son subalterne Kurt Asche, *Judenreferent* ayant en charge la déportation des Juifs et des Tsiganes. Ernst Ehlers se suicidera un mois et demi avant l'ouverture du procès à Kiel en 1980.

Nom et prénom

Classe / Cours

L'**USC** (*University of Southern California*) – **The Institute for Visual History and Education** (L'Institut d'histoire visuelle et d'éducation) – anciennement la *Survivors of the Shoah Visual History Foundation* (Fondation d'histoire visuelle des survivants de la Shoah) est une association américaine à but non lucratif qui enregistre des entretiens audiovisuels et archive les histoires des survivants/témoins. Son principal objectif est d'informer et d'éduquer les générations futures au sujet des crimes contre l'humanité.

Missions :

Quelle est la devise de l'**USC - The Institute for Visual History and Education** ?

Qui l'a fondé ? Quel est l'événement qui a donné l'idée de cette initiative ?

Quelles sont les recherches, quels sont les projets qui sont couverts ?

Combien de pays sont impliqués dans ce projet et dans combien de langues les informations sont-elles disponibles ?

L'Institut dispose de combien d'heures de témoignages ?



Remarques de l'enseignant/e

TRACES DE MÉMOIRE

est une publication trimestrielle de
l'ASBL Mémoire d'Auschwitz



www.auschwitz.be

LES ALLEMANDS EXPULSÉS DE POLOGNE

UN PAN OUBLIÉ DE L'HISTOIRE D'APRÈS-GUERRE

Le suicide d'Adolf Hitler et la capitulation de l'armée allemande marquent la chute d'un Troisième Reich qui, selon les dires du dictateur nazi, devait pourtant durer mille ans. Les Alliés – et en particulier l'URSS de Staline – se mettent alors à tracer de nouvelles frontières. Sans bouger de chez eux, des citoyens changent d'État et de nationalité du jour au lendemain, devenant des étrangers dans un pays qui aspire à préserver sa pureté ethnique. Subitement devenues indésirables, ces personnes sont contraintes à l'exode. Juste après la Seconde Guerre mondiale, les « Allemands ethniques » sont ainsi forcés d'émigrer vers une Allemagne gangrénée par la pauvreté, et qui ne fait plus que 75 % de sa superficie initiale.

Un contexte historique et géopolitique complexe

L'Europe centrale a connu un développement géo-identitaire difficile, et l'Allemagne et la Pologne sont loin d'avoir été épargnées. Pendant la deuxième partie du 18^e siècle, la Pologne a connu trois partages au fil desquels elle a été entièrement absorbée par les puissances voisines. En divisant le territoire polonais de la sorte, la Prusse, l'empire des Habsbourg et la Russie ont privé le peuple polonais de sa nationalité, mais pas de son identité. Au 19^e siècle, les tensions ethniques nées de ces partages ont provoqué des soulèvements que les autorités ont réprimés par la force.

Lorsque l'Empire allemand est tombé, en 1918, la République de Pologne a pu renaître de ses cendres. De nombreux Allemands habitaient toutefois dans les villes

récupérées par cette nouvelle Pologne (surtout à l'Ouest), où ils étaient considérés comme une minorité ethnique. Allemands et Polonais ont alors vécu en quasi-harmonie tout au long de l'entre-deux-guerres.

Le 23 août 1939, à quelques jours du début de la Seconde Guerre mondiale, Hitler et Staline ont convenu de se partager la Pologne une fois celle-ci conquise. Les deux dictateurs étaient en effet d'avis que chaque pays devait être ethniquement homogène. Hitler estimait que l'Allemagne (ou plutôt le « territoire allemand ») devait accueillir les Allemands ethniques, et Staline était d'avis que les Slaves devaient vivre ensemble. En concluant ce pacte diabolique, national-socialistes et communistes ont également signé le déplacement des peuples concernés. Des

échanges de populations ont ainsi commencé dès le début de la guerre en Pologne (l'Allemagne nazie a envahi la Pologne le 1^{er} septembre 1939, et les Soviétiques lui ont emboîté le pas le 17 septembre). Les germanophones des zones occupées par les Soviétiques (Pologne comprise) ont donc été envoyés en territoire allemand – soit près de 900 000 germanophones de citoyenneté non allemande déplacés vers les régions polonaises annexées par les nazis. Ces *Volksdeutschen* ou « Allemands ethniques » venaient principalement de l'est de la Pologne, de Bessarabie et des pays baltes tombés sous le joug de l'URSS. Les Polonais qui se trouvaient toujours dans l'ouest de la Pologne ont quant à eux été victimes du rouleau compresseur nazi : environ 100 000 d'entre eux ont été



déportés plus loin vers l'Ouest, dans des camps de travail forcé, ou tout simplement marqués de triangles bleus et enfermés dans des camps de concentration. Le *Heim ins Reich* s'est donc accompagné d'une colonisation des zones de l'Est annexées par l'Allemagne, les Allemands en provenance de l'Est prenant possession des habitations libérées par les Polonais déportés. Pour la plupart d'entre eux, quitter sous la contrainte les terres occupées par leur peuple depuis des siècles pour rallier un territoire annexé fut un véritable choc culturel et identitaire.

Vers la fin de la guerre, lorsque les Allemands en déroute ont commencé à céder du terrain aux Alliés, Hitler a ordonné à ces *Volksdeutschen* fraîchement importés de défendre bec et ongles les villes polonaises annexées. Ces Allemands ethniques, chassés de

chez eux à peine quelques années plus tôt, furent alors pourchassés par d'impitoyables soldats russes qui n'hésitaient pas à tirer à vue. Ceux qui sont malgré tout tombés entre leurs mains furent dépouillés et brutalisés, les femmes furent violées, et de nombreuses vies furent une fois de plus perdues.

L'expulsion sauvage de millions de citoyens

De nombreuses expulsions « sauvages » ont lieu entre la fin de la guerre et la conférence de Potsdam (voir *Traces* n° 36, rubrique « Réflexion »), qui définira la nouvelle frontière entre une Allemagne considérablement amoindrie et une Pologne située plus à l'Est qu'au départ (voir *Traces* n° 36, rubrique « Interrogation »). À partir de l'été 1945, les Polonais, qui ont énormément souffert de l'Occupation et du régime nazi,

décident de chasser les Allemands (ethniques) et de confisquer leurs logements. De leur côté, les Soviétiques ont d'autres ambitions : utiliser ces Allemands pour relancer l'économie grâce au travail forcé. L'Armée rouge s'attelle donc à les protéger de la violence des Polonais. Ces derniers réservent en effet une sentence particulièrement sévère aux Allemands ethniques, qui étaient bien heureux de jouir de la nationalité polonaise avant la Seconde Guerre mondiale, mais n'ont pourtant pas hésité à traiter les Polonais comme une minorité inférieure une fois leur territoire annexé à l'empire nazi. Ces *Volksdeutschen* sont ainsi dépouillés de leurs biens, persécutés, lynchés ou autrement exécutés, ou même enfermés dans les anciens camps de concentration nazis assiégés par les Polonais. De nombreux Allemands préfèrent d'ail-



Le « territoire allemand », selon Hitler, était destiné aux Allemands de souche. 900 000 *Volksdeutschen* déménageraient vers les territoires annexés



Poste de frontière polonais sur la ligne Oder-Neisse en 1945 ▼



© TDR

▼ Famille de réfugiés en Haute-Silésie



© Bundesarchiv

n'ont pas encore été chassés. Certains émigrants sont quant à eux victimes de meurtres, d'exécutions (sauvages) ou de crimes de guerre. Puisque les hommes dans la fleur de l'âge sont retenus par les pays communistes désireux de reconstruire l'État polonais, les voyages vers l'Allemagne sont surtout entrepris par des femmes, des enfants et des aînés. Près d'un demi-million d'entre eux mourront toutefois de faim, d'épuisement ou de froid au cours de cette migration forcée.

Après ces expulsions sauvages lancées par les citoyens, la Pologne commence, en 1947, à orchestrer des déportations plus structurées pour se débarrasser des Allemands ethniques encore présents sur son territoire. Les émigrations sont organisées au départ de camps de transit et de ghettos, où les *Volksdeutschen* sont mis dans des trains à destina-

tion de l'Allemagne. Le rude hiver 1946-1947 a en effet démontré qu'il était préférable d'installer les futurs déportés dans des camps ou des ghettos que de les laisser mourir en route. Face à l'hostilité des Polonais, de nombreux Allemands rejoignent même volontairement ces camps de transit dans l'espoir de quitter rapidement la Pologne. Certains usent de pots-de-vin pour s'assurer une place. Les Allemands doivent parfois attendre longtemps avant d'être déportés, mais ne sont prévenus de leur départ que 24 heures à l'avance. Ils n'ont droit qu'à 40 kilos de bagages, dans lesquels ils doivent prévoir suffisamment de nourriture pour un périple de deux semaines. Le transport d'argent et d'objets de valeur est soumis à une réglementation stricte et complètement arbitraire, qui se solde généralement par la confiscation pure et simple de ces

biens. Les exilés sont en outre humiliés tout au long de la procédure. Entre 1946 et la fin de l'année 1949, environ 2,6 millions de *Volksdeutschen* sont ainsi expulsés de cette nouvelle Pologne et expédiés en Allemagne.

En 1963, l'Église catholique polonaise a rédigé un texte demandant aux évêques allemands de pardonner aux Polonais les crimes commis pendant ces déportations.

Bien entendu, la Pologne n'est pas le seul pays à avoir rejeté les Allemands. Les Sudètes (une région qui fut annexée à l'Allemagne nazie, puis intégrée à la Tchécoslovaquie, et qui fait aujourd'hui partie de la République tchèque), la Hongrie, la Yougoslavie et divers autres pays ont eux aussi (r)envoyé les indésirables allemands en Allemagne.

Quant aux Allemands de Russie sélectionnés par les Soviétiques



◀ Camp de réfugiés
à Taunusstein, 1952

pour leurs compétences industrielles ou agricoles, ils n'ont jamais regagné l'Allemagne. Une fois que leurs services n'ont plus été requis, ils ont tout simplement disparu dans un goulag sibérien.

Accueil glacial, intégration réussie

La purification ethnique en Europe de l'Est s'est officiellement terminée en 1950. Environ dix millions d'Allemands ont été déportés de force vers l'Allemagne entre 1944 et 1950. D'après un recensement effectué dans les deux Allemagne en 1950, les anciens *Volksdeutschen* représentaient alors 16 % de la population de la République fédérale (Allemagne de l'Ouest), et près d'un quart de celle de la République démocratique (Allemagne de l'Est sous régime communiste). L'arrivée massive de ces « migrants » est loin de faciliter la

reconstruction des deux Allemagne dans un contexte d'après-guerre. Ces nouveaux citoyens ont en effet besoin d'aide pour trouver un toit et se procurer de quoi manger, mais également pour intégrer le marché du travail, et se faire une place dans une société qu'ils (re)découvrent. L'accueil des indigènes est en outre peu chaleureux ; ils ne font pas confiance à ces « nouveaux » Allemands, et les rejettent parfois catégoriquement. Comme l'a si bien formulé l'un de ces migrants forcés : « En Silésie, nous étions des Allemands, et en Allemagne nous étions des Polonais... »

Au départ, l'Allemagne de l'Est met tout en œuvre pour intégrer et assimiler les déportés. Le mot « Vertriebene » (expulsé) est même remplacé par le terme « Umsiedler » (déplacé). Le gouvernement communiste appuie cette politique d'assimilation et

soutient qu'il faut oublier le passé de ces nouveaux arrivants, qui n'ont plus rien à voir avec le pays dont ils viennent. L'avis qui circule est que cette situation – c'est-à-dire les expulsions forcées – est une punition légitime pour les crimes (de guerre) commis par les nazis. Ces nouveaux Allemands continuent toutefois de se réunir entre eux, mais de manière officieuse et secrète.

En Allemagne de l'Ouest, un plan d'action est mis en place vers 1950 pour prendre en charge les nouveaux arrivants. Des fonds sont ainsi libérés pour aider ces Allemands importés à subvenir à leurs besoins, et des quartiers résidentiels remplacent progressivement les camps d'accueil. Dans les années qui suivent, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne mettra en place un plan permettant de mieux répartir les expulsés dans

► Willy Brandt (à gauche) et Willi Stoph à Erfurt en 1970, première rencontre entre chefs du gouvernement de la RFA et de la RDA



© Bundesarchiv

ses différentes régions. Cette démarche impose un nouveau déménagement aux migrants, mais facilite et stimule la croissance économique. En 1952, la République fédérale vote une loi qui vise à dédommager, dans une certaine mesure, les pertes subies par les expulsés. Elle ne manque toutefois pas de souligner l'importance de l'intégration de ces nouveaux Allemands dans les structures sociales existantes. Les « Heimatvertriebenen » sont ainsi éparpillés dans l'ensemble du pays et encouragés à s'intégrer au reste de la population, au lieu de rester entre eux.

Au fil du temps, bon nombre des Allemands restés en Pologne, qui travaillent dans l'exploitation minière ou agricole, dans l'industrie ou dans le secteur des soins de santé, adoptent la nationalité polonaise. D'autres choisissent en revanche de retrouver leur famille

en Allemagne. Environ un demi-million de Polonais d'origine « Volksdeutsch » vivent en Pologne, soit un dixième de la population totale vivant en 1944 sur le territoire polonais annexé par l'Allemagne nazie. Au début des années 1970, Willy Brandt, chancelier social-démocrate de la RFD, promulgue la « Neue Ostpolitik », une loi qui autorise les Allemands des anciennes zones orientales à entrer en Allemagne de l'Ouest. Cette nouvelle politique permet ainsi aux anciens Allemands de quitter la Pologne pour se construire une nouvelle vie en RFA. La Pologne perd alors, par petites vagues successives, près d'un million et demi d'habitants. Jusqu'à la chute du communisme en Europe de l'Est, en 1989, environ un tiers (soit entre 300 000 et 400 000 personnes) quitteront la Pologne pour s'installer en Allemagne.

Au total, entre 12 et 14 millions de *Volksdeutschen* de l'Est ont rejoint l'Allemagne – volontairement ou sous la contrainte. Il s'agit donc de l'une des plus importantes migrations de tous les temps. Pourtant, ce pan méconnu de l'histoire moderne suscite aujourd'hui encore le débat. ■

Johan Puttemans
Coordinateur pédagogique
ASBL Mémoire d'Auschwitz

Réflexions éthiques

Prenez un moment pour réfléchir aux affirmations suivantes :

– Les griefs du passé justifient l'hostilité présente !

– Une politique idéologique n'est jamais une bonne idée !

– La vengeance n'est jamais la solution !

NOS VOYAGES D'ÉTUDES EN POLOGNE QUI RETRACENT L'ANTI-JUDAÏSME ET L'ANTI-SÉMITISME

VISITER AUSCHWITZ-BIRKENAU - PROGRAMME

Avant le voyage : visite guidée de la Caserne Dossin + projection du film documentaire 1942-1944. *La Caserne Dossin à Malines.*

- Jour 1** Exposé : « De l'antijudaïsme à l'antisémitisme »
- Jour 2** Visite guidée d'Auschwitz I + documentaire *Un jour les témoins disparaîtront*
Documentaire *L'Allemagne nazie 1933-1945 - Témoignages*
- Jour 3** Visite guidée d'Auschwitz II – Birkenau à partir de la *Judenrampe* (Alternative possible pour ceux qui ont déjà visité Birkenau : visite guidée « L'Extermination à Birkenau »)
Exposé : « Les mesures antisémites prises par les nazis pour préparer le judéocide »
Exposé : « Le système concentrationnaire et le système d'extermination où deux mondes se croisent » - Témoignages
- Jour 4** Visite guidée du quartier juif et de l'ancien ghetto de Cracovie - Après-midi libre à Cracovie
- Jour 5** Visite guidée « Sur les traces des Juifs d'Oświęcim » (avec visite de la synagogue)

VISITER AUSCHWITZ & BIRKENAU

- * Les camps de concentration Auschwitz I et II
- * L'ancien centre de mise à mort Birkenau
- * Le musée et les pavillons nationaux
- * Cracovie : l'ancien quartier juif et l'ancien ghetto
- * Sur les traces de la présence juive à Oświęcim
- * Témoignages
- * Projection de documentaires
- * Conférences

Un voyage d'études, organisé par l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

info@auschwitz.be
www.auschwitz.be



© Fondation Auschwitz / Georges Boschloos



SUR LES TRACES DE LA SHOAH EN POLOGNE - PROGRAMME

Avant le voyage : séance de formation (programme disponible via info@auschwitz.be)

- Jour 1** L'ancien ghetto de Varsovie
- Jour 2** L'ancien ghetto de Łódź + visite du cimetière juif
L'ancien centre d'extermination de Chełmno-nad-Nerem/le bois de Rżuchów
- Jour 3** L'ancien ghetto de Radom - L'ancien quartier juif de Lublin
- Jour 4** L'ancien camp de concentration et centre d'extermination de Majdanek. Lublin, ancien centre de l'Aktion Reinhardt
- Jour 5** L'ancien ghetto de Zamość - L'ancien centre d'extermination de Bełżec
- Jour 6** L'ancien ghetto de Włodawa - L'ancien centre d'extermination de Sobibór
- Jour 7** L'ancien ghetto de Siedlce - L'ancien centre d'extermination de Treblinka. Cérémonie de clôture et hommage
- Jour 8** Matinée libre à Varsovie

Ces deux voyages en Pologne organisés par l'ASBL Mémoire d'Auschwitz et la Fondation Auschwitz mettent en lumière les conséquences dévastatrices d'une haine profonde devenue tradition. Il faut toutefois souligner qu'en accueillant, au long des siècles, les Juifs dont les autres pays d'Europe cherchaient à se débarrasser, la Pologne a contribué à la préservation du judaïsme européen. Résultat : une magnifique culture juéo-polonaise à découvrir au fil de ces voyages.

Il se peut que ces programmes soient modifiés en raison de facteurs indépendants de notre volonté. Avant votre éventuelle inscription, demandez le programme actualisé via info@auschwitz.be ou consultez notre site www.auschwitz.be

SUR LES TRACES DE LA SHOAH EN POLOGNE

UN VOYAGE HISTORIQUE ET MÉMORIEL PARTANT DES ANCIENS GHETTOS EN PASSANT PAR LES LIEUX DE RASSEMBLEMENT ET DE DÉPORTATION ET TERMINANT PAR LES CENTRES D'EXTERMINATION

**WARSZAWA
ŁÓDŹ
RADOM
LUBLIN
ZAMOŚĆ
WŁODAWA
SIDELCE
CHEŁMNO NAD NEREM
MAJDANEK
BEŁŻEC
SOBIBÓR
TREBLINKA**

Un voyage d'études, organisé par la Fondation Auschwitz

info@auschwitz.be
www.auschwitz.be

 **auschwitz**

© Fondation Auschwitz / Georges Boschloos

Vous visitez #FakeImages avec vos élèves ? Consultez l'offre éducative sur www.fakeimages.be

Quantité d'informations défilent chaque jour sur les réseaux sociaux. Des milliers de nouvelles et de photos nous parviennent. Mais reflètent-elles toujours la réalité ? Des informations et images mensongères se glissent parmi celles-ci. Souvent de façon innocente mais parfois aussi dans un but plus pernicieux. Politiciens, spécialistes du marketing ou leaders d'opinion... comment font-ils pour transmettre des messages ciblés ? Et pourquoi sommes-nous si enclins à les recevoir ? Pendant la Seconde Guerre mondiale, la propagande antisémite contre « le Juif » a joué un rôle important dans le génocide. Mais, aujourd'hui encore, des idées préconçues et théories du complot circulent à l'encontre des Juifs, Roms, migrants, LGBTQ et autres groupes

L'exposition #FakeImages explique comment naît ce type d'image. Arthur Langerman, un survivant belge de la Shoah, a collectionné pendant plus de 50 ans des dessins, affiches et objets antisémites. Ceux-ci illustrent combien l'image stéréotypée du « Juif » a évolué dans le temps.



KAZERNE DOSSIN - GOSWIN DE STASSARTSTRAAT 153 - 2800 MECHELEN

Arthur Langerman a un lien étroit avec le musée Kazerne Dossin. Il a survécu à la guerre comme enfant caché mais ses parents sont passés par la caserne Dossin et ont été déportés. Son père n'a pas survécu. Cette collection vous invite à découvrir comment émergent ces fausses images et

quelles sont les techniques utilisées. Découvrez également dans l'exposition comment réagir aux « fake news » et aux discours de haine.

Renseignements via : www.kazernedossin.eu

ASBL Mémoire d'Auschwitz - Fondation Auschwitz
Rue aux Laines, 17 bte 50 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02 512 79 98
Fax : 02 512 58 84

info@auschwitz.be
www.auschwitz.be

Directeur de la publication : Henri Goldberg
Rédacteurs en chef : Frédéric Crahay, Johan Puttemans
Secrétaire de rédaction : Georges Boschloos
Comité de rédaction : Jean Cardoen, Dirk Lagast, Thierry De Win, Yves Monin, Yannik van Praag
Traductions vers le français : Ludovic Pierard
Graphiste : Georges Boschloos

Publication réalisée grâce au soutien de

